

19 février 2008

[Kosovo]- Vous pouvez rêver

Marco Fortier

La déclaration d'indépendance du Kosovo a provoqué un lourd silence à Ottawa. Pendant que les États-Unis et les capitales européennes applaudissent la naissance de ce minuscule pays, le gouvernement Harper se creuse les méninges pour dire quelque chose d'intelligent.

« Nous évaluons la situation »: c'est le commentaire laconique émis hier par les Affaires étrangères à Ottawa. Et ne cherchez pas le ministre Maxime Bernier, il n'avait rien à ajouter.

Évidemment, le gouvernement du Canada veut éviter à tout prix de donner des munitions aux souverainistes québécois en reconnaissant rapidement l'indépendance du Kosovo, qui s'est séparé sous les huées de la Serbie.

D'autres pays aux prises avec des mouvements « séparatistes », comme la Russie, l'Espagne et Chypre, ne se sont pas embarrassés des doutes existentiels du Canada. Ils se sont prononcés hier encore contre le geste démocratique des 2 millions de Kosovars.

Ce qui embête le gouvernement Harper, c'est que le Kosovo a déclaré son indépendance par une simple motion du Parlement, dimanche. La déclaration a été adoptée à l'unanimité.

Au Canada, la même déclaration d'indépendance du Québec, votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale, n'aurait aucune valeur pour Ottawa. Rappelez-vous la fameuse loi sur la clarté, pilotée en 1999 par Monsieur Unité: Stéphane Dion, ministre dans le gouvernement Chrétien, avait exclu toute déclaration unilatérale d'indépendance du Québec.

Le gouvernement Harper peut pourtant reconnaître le Kosovo sans se « peindre dans le coin » face aux souverainistes québécois. Stéphane Dion l'a démontré de façon habile hier. Le chef libéral a toutes les misères du monde à se montrer convaincant comme aspirant premier ministre, mais dans le dossier de l'unité nationale, pas moyen de lui en passer une p'tite vite.

M. Dion a bien expliqué qu'il existe peu de parallèles entre le Kosovo et le Québec. En gros, le droit international autorise les Kosovars à se séparer unilatéralement parce qu'ils ont subi une « oppression grave » aux mains des Serbes.

C'est l'argument de base du gouvernement canadien, sous l'impulsion de Dion et Chrétien: le Québec n'a pas le droit de claquer la porte d'un « plusse meilleur pays » comme le Canada, qui respecte les droits humains.

VOLONTÉ DU PEUPLE

N'oublions pas, ajoute Stéphane Dion, qu'une « écrasante majorité » de Kosovars appuie la souveraineté (ce n'est pas le cas au Québec) et que la Serbie ne contrôlait pas le territoire (patrouillé par les Nations unies depuis la guerre).

Voilà. C'est simple. Pas de quoi faire perdre la voix à un ministre des Affaires étrangères.

Remarquez, les souverainistes se sont réjouis de l'ajout d'un vingtième État indépendant sur la carte du monde depuis 1990. « Le Kosovo nous donne l'exemple que la volonté du peuple prévaut, malgré l'objection de la Serbie », m'a dit le député **Daniel Turp**, du Parti québécois.

Bien sûr, le droit international joue contre les souverainistes du Québec, contrairement au Kosovo. Jacques Parizeau et d'éminents experts, même fédéralistes, ont toujours dit que le Québec peut essayer de déclarer unilatéralement sa souveraineté. C'est une question politique. Il n'est pas interdit de rêver.

Le Québec n'a toutefois pas la géographie unique du Kosovo. Les États-Unis et certains pays d'Europe sont heureux d'appuyer l'indépendance d'une province qui vient affaiblir la Serbie, alliée de la méchante Russie. L'Occident a tellement peur des Russes qu'on se croirait revenu en pleine Guerre froide.

Pas certain que nos amis américains auraient autant d'empressement à diviser un pays aussi gentil que le Canada, qui possède des réserves de pétrole plus vastes que celles de l'Arabie saoudite.